



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 22/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES (Forge)

ROUTE DE CHALAMPE
BP 1403
68100 Mulhouse

Références : 0006705981_2025_01_14_PSA(Forge)_VIIC-Ech Conf. Inc.
Code AIOT : 0006705981

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2025 dans l'établissement PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES (Forge) implanté ROUTE DE CHALAMPE BP 1403 68100 Mulhouse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contexte de la visite d'inspection est un contrôle du suivi des échéances concernant l'Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 24 avril 2024 qui faisait suite à la visite d'inspection du 13 mars 2024 sur l'action nationale intitulée « Rétention et confinement des eaux d'extinction ». Cette action visait à vérifier la bonne application des prescriptions applicables à l'installation en matière de confinement des eaux d'extinction incendie.

Le référentiel utilisé est l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 avril 2024.
Les installations contrôlées sont les vannes et les obturateurs de confinement des eaux d'extinction

incendie du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES (Forge)
- ROUTE DE CHALAMPE BP 1403 68100 Mulhouse
- Code AIOT : 0006705981
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine Stellantis de Mulhouse du groupe automobile Stellantis (ex-Groupe PSA) est un site d'assemblage (emboutissage, ferrage, peinture et montage) qui abrite d'autres activités permettant la fabrication d'automobiles ou pièces de rechange (Forge, Fonderie, etc). Les activités du site sont génératrices d'émissions de toutes natures.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 24/04/2024, article 2	Levée de mise en demeure
2	Évaluation et justification des volumes de confinement	AP de Mise en Demeure du 24/04/2024, article 3	Levée de mise en demeure
3	Mise en œuvre du confinement	AP de Mise en Demeure du 24/04/2024, article 4	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des éléments présentés par l'exploitant lors du contrôle, l'Inspection a constaté que:

- les plans et les gammes de contrôle des équipements de confinement sont désormais mis à jour et complets,
- par sondage, la vanne RAMUS n°908 est étanche.

Compte-tenu des constats effectués par l'Inspection lors du contrôle, il est proposé au préfet de lever la mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux eaux pluviales

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/04/2024, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des installations
Prescription contrôlée : Dans un délai de 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 60 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 : " L'exploitant tient à jour les documents suivants : [...] <ul style="list-style-type: none"> - le plan des réseaux et installations de [rétention et] confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation et dispositifs de limitation de propagation de sinistre ; "

<p>Constats :</p> <p>En amont de la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection son plan des réseaux eaux pluviales référencé « A907D00059_RESEAUX_EP_BASSINS_VERSANTS_2024_A0 » daté du 14/08/2024.</p> <p>Après analyse du document, l'Inspection constate que le plan présente les réseaux d'eaux pluviales du site en faisant apparaître les bassins versants, les équipements de confinement des eaux et les réseaux d'eaux pluviales par bassin versant (chaque bassin versant a sa couleur et chaque couleur a son réseau associé).</p> <p>Dans le détail, l'Inspection a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • chaque fosse d'infiltration est représentée par un chiffre qui correspond à sa désignation faite dans l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2019 et cette désignation est reportée sur la légende du plan, • les vannes PAM 1, PAM 2 et PAM 3 sont désormais représentées séparément et identifiées sur le plan à leur emplacement réel, • la vanne 908 est représentée sur le plan au niveau de son emplacement réel sur site, • les vannes RAMUS et les obturateurs (type pollustop) sont identifiés : un symbole pour le type d'équipements ainsi que leur numéro associé. De plus, le symbole est reporté sur la légende du plan, • les sens d'écoulement sont désormais identifiés et permettent de distinguer la fosse d'infiltration associée au réseau d'eaux pluviales. <p>Au regard de ces constats, l'Inspection considère que l'exploitant respecte l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 2 : Évaluation et justification des volumes de confinement

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/04/2024, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 7.2 de l'Arrêté Préfectoral du 14 mars 2014 susvisé :</p> <p>Confinement des eaux polluées d'extinction d'un incendie ou provenant d'un accident : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées, les justificatifs des volumes à retenir, et l'adéquation des moyens employés.</p>
<p>Constats :</p> <p>En amont de la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection le document "Fiche EDD - Besoins et confinement des eaux d'extinction incendie V3_140820214" daté du 14 août 2024.</p> <p>Ce document décrit le confinement des eaux incendies, qui n'est pas réalisé par un bassin de</p>

confinement mais par un dispositif équivalent formé du réseau d'eaux pluviales lui-même.
Comme expliqué dans le point de contrôle précédent, chaque fosse d'infiltration a son réseau d'eaux pluviales associé.

Or, lors de la visite d'inspection du 13 mars 2024, une erreur apparaît entre les données du plan des réseaux d'eaux pluviales et le document de besoin en confinement.

En effet, le plan montrait qu'une partie du bâtiment forge 1 aussi appelé « SR02 » sur le plan n'était pas connecté au réseau menant à la « fosse fonderie » et rejoignait la « fosse forge ». Alors que les détails des calculs des moyens de confinement de la forge 1 ne présentait que le réseau qui aboutissait sur la « fosse fonderie ».

Lors du contrôle, l'exploitant a présenté la mise à jour du document "Fiche EDD - Besoins et confinement des eaux d'extinction incendie V3_140820214" daté du 14 août 2024.

L'exploitant a réalisé le calcul de la partie du bâtiment forge 1 relié à la fosse forge et l'a ajouté à la section "fosse forge".

Le volume supplémentaire représente :

115 m x DN 300 + 67 m x DN 400, depuis FORGE 1 vers fosse d'infiltration « FORGE » soit : 16 m³.

Ce volume ne remet pas en question les capacités de rétention de la section forge.

Selon les dires de l'exploitant, les mesures de canalisation ont été réalisées sur le plan à l'aide du logiciel AUTOCAD.

Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant respecte les dispositions de la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Mise en œuvre du confinement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/04/2024, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Fonctionnement des systèmes de confinement

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 8.6.5 de l'Arrêté Préfectoral du 10 octobre 2019 susvisé :

" Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs correspondants sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif [...] sont définis par consigne. L'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie sont confinés afin de prévenir toute pollution des sols, du réseau d'égouts de la station d'épuration de Sausheim, des cours d'eau ou du milieu naturel. "

Constats :

En amont de la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection la mise à jour de la procédure de contrôle de la vanne RAMUS n°908 "1 - EFF EN 0120 v7 Entretien annuel des vannes RAMUS" daté du 27 juin 2024 et postérieurement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel en date du 15/01/2025:

- les rapports de contrôle annuel 2024 pour les vannes 908, PAM 1, PAM 2 et PAM 3 datés du 05/03/2024,
- le rapport de contrôle annuel 2024 des obturateurs (type POLLUSTOP) daté du 24/10/2024,
- la trame de contrôle vierge pour les vannes RAMUS pour l'année 2025.

Après analyse des documents en lien avec les vannes RAMUS, l'Inspection constate que :

- les actions « Faire une manœuvre manuelle des vannes (bouton poussoir ouverture fermeture vanne) » et « Appeler les pompiers pour tester la commande à distance » sont désormais inscrites dans la trame de contrôle des vannes RAMUS,
- le plan mis en annexe de la trame de contrôle représente l'ensemble des vannes RAMUS sur le site,
- par sondage, les contrôles annuels pour l'année 2024 sont réalisés pour les vannes 908, PAM 1, PAM 2 et PAM 3.

Après analyse des documents en lien avec les obturateurs, l'Inspection constate que le contrôle annuel des obturateurs du site a été réalisé en 2024 (document de contrôle "Rapport d_intervention TeleStop - Miguel AMOROSO" daté du 24/10/2024).

Par ailleurs, l'Inspection a pu faire tester la fermeture à distance et l'étanchéité de la vanne 908 de la « fosse forge ».

L'Inspection a constaté la fermeture de la vanne, réalisée par commande à distance ainsi que le fonctionnement du signal lumineux asservi à la fermeture de la vanne.

L'exploitant a réalisé une mise en charge du réseau d'eau pluviale à une dizaine de mètres en amont de la vanne 908. L'Inspection a constaté l'absence d'écoulement en aval de la vanne 908, au niveau de l'arrivée du réseau au bassin d'infiltration « fosse forge » montrant que la vanne 908 permet l'isolement du réseau par rapport à l'extérieur.

Au regard de ces constats, l'Inspection considère que l'exploitant respecte les dispositions de la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure